



# LOYALISTE DU PARTI OU RÉFORMATEUR ?

L'homme qui pourrait devenir  
le prochain président du Burundi

L'Initiative pour les droits humains au Burundi

## **LOYALISTE DU PARTI OU RÉFORMATEUR ?**

L'homme qui pourrait devenir le prochain président du Burundi

Avril 2020



## **QU'EST-CE QUE L'INITIATIVE POUR LES DROITS HUMAINS AU BURUNDI ?**

L'Initiative pour les droits humains au Burundi (IDHB) est un projet indépendant des droits humains, qui vise à documenter l'évolution de la situation des droits humains au Burundi, avec un accent particulier sur les événements liés aux élections de 2020. L'IDHB cherche à révéler les causes des violations des droits humains, en vue d'établir une base de données précises et fiables qui aidera à rendre justice aux Burundais et à trouver une solution à la crise des droits humains en cours.

Les publications de l'IDHB analyseront également le contexte politique et social dans lequel ces violations se produisent, afin de fournir une compréhension plus approfondie et plus nuancée des tendances des droits humains au Burundi.

L'IDHB n'a aucune affiliation politique. Ses enquêtes portent sur les violations des droits humains commises par le gouvernement burundais, ainsi que sur les abus perpétrés par des groupes d'opposition armés.

Carina Tertsakian, Lane Hartill et Thijs Van Laer dirigent l'IDHB, dont ils sont les principaux chercheurs. Ils travaillent sur les questions des droits humains au Burundi et dans la région des Grands Lacs en Afrique depuis de nombreuses années. Les rapports de l'IDHB sont le produit de leur collaboration avec un large éventail de personnes, à l'intérieur et à l'extérieur du Burundi.

L'IDHB accueille volontiers des commentaires sur ses publications, ainsi que de plus amples informations sur la situation des droits humains au Burundi. Veuillez écrire à l'adresse suivante : [contact@burundihri.org](mailto:contact@burundihri.org) ou +1 267 896 3399 (WhatsApp). Des informations supplémentaires sont disponibles sur le site [www.burundihri.org](http://www.burundihri.org) ou sur Twitter : [www.twitter.com/@BHRI\\_IDHB](https://www.twitter.com/@BHRI_IDHB).

© 2020 L'Initiative pour les droits humains au Burundi

Photo de couverture : Évariste Ndayishimiye, secrétaire général du parti au pouvoir au Burundi, après avoir été choisi comme candidat du parti pour les élections présidentielles de 2020, lors de son congrès à Gitega le 26 janvier 2020. © 2020 Privé

## TABLE DES MATIÈRES

Résumé	4
1. Un contexte de violence	6
2. Qui est Neva ?	9
« Le Ndayishimiye d'avant 2015 »	10
« Le moins mauvais »	12
L'action a plus de poids que les mots	14
3. Une dette envers les généraux	17
4. Marcher dans les pas du Guide suprême	18
5. Un président contraint ou un test d'indépendance ?	20
Un manque de détermination ?	25
6. Une victoire électorale pour le CNDD-FDD : un fait accompli ?	26

## RÉSUMÉ

Évariste Ndayishimiye est un homme aux multiples visages. Étudiant en droit ayant échappé de peu aux attaques contre des étudiants hutus en 1995, il a ensuite rejoint un groupe rebelle hutu pour combattre le gouvernement de l'époque dominé par les Tutsis. Mais Ndayishimiye n'était pas un combattant ordinaire. D'anciens combattants et commandants rebelles disent que même s'il gravissait les échelons, il n'aimait pas tuer et il partageait le butin du champ de bataille avec ses soldats. Et tandis que certains commandants étaient connus pour leur brutalité et leur cupidité, Ndayishimiye a été décrit comme « le moins mauvais » et le « moins corrompu » parmi les chefs du mouvement.

Vingt ans plus tard : le Major Général Évariste Ndayishimiye, surnommé Neva, fidèle loyaliste du parti, est devenu le secrétaire général du parti au pouvoir au Burundi. À la fois civil et militaire, il est à l'aise dans les deux mondes. Malgré son ascension au sommet du parti, certains le décrivent toujours comme un homme ouvert et sans prétention qui est resté simple. En même temps, ils brossent le portrait d'un leader manquant de détermination et craignant de prendre des décisions controversées.

Le parti dirigé par Ndayishimiye depuis 2016, le Conseil national pour la défense de la démocratie-Forces pour la défense de la démocratie (CNDD-FDD), a des antécédents d'abus graves et persistants des droits humains. Des membres de sa ligue des jeunes ont attaqué, tué et maltraité leurs opposants politiques en toute impunité, et continuent de le faire en 2020. Ndayishimiye semble avoir été incapable ou peu enclin à faire cesser ces abus, malgré ses promesses publiques de mettre fin à l'intolérance politique.

Le 26 janvier 2020, le CNDD-FDD a annoncé que Ndayishimiye serait son candidat aux élections présidentielles du Burundi en mai 2020. S'il gagne les élections, introduira-t-il les réformes pour lesquelles il s'est battu dans le passé ? Aura-t-il le courage de tenir tête au président sortant, Pierre Nkurunziza, et aux généraux du CNDD-FDD qui continuent de contrôler la direction du parti ?

Les réactions à la nomination de Ndayishimiye en tant que candidat du parti au pouvoir à la présidence ont été mitigées. Certains observateurs ont exprimé un espoir modéré qu'il pourrait progressivement éloigner le pays de la violence politique et le sortir de sa crise économique et de son isolement international. D'autres haussent les épaules, convaincus que rien ne changera. Ils pensent que ce n'est pas une question de personne, mais plutôt du « système » – un raccourci pour les structures de pouvoir informelles bien établies du CNDD-FDD.

Même des sources favorables à Ndayishimiye remettent en question sa capacité à se frayer un chemin et à prendre fermement position contre les violations des droits humains s'il est

élu président. Même s'il a la volonté de le faire, disent-elles, il se trouverait entravé par la politique interne du parti.

Au niveau international, certains acteurs ont favorablement accueilli en privé la nouvelle de la sélection de Ndayishimiye comme candidat du CNDD-FDD, le considérant comme un interlocuteur bien disposé pouvant être plus ouvert au dialogue que Nkurunziza et son entourage. Bien que cette lecture puisse refléter une vérité superficielle sur sa disposition extérieure, elle ne semble pas tenir compte des réalités politiques tenaces du Burundi. Le passé de Ndayishimiye le lie encore intimement à de puissants acteurs politiques et militaires, dont certains ont commis des crimes graves.

### **À propos de ce document d'information**

Ce document d'information met en évidence certains des facteurs qui ont conduit à la nomination de Ndayishimiye comme candidat à la présidentielle du CNDD-FDD et les défis difficiles auxquels il sera confronté s'il devient président. Basé sur des entretiens avec diverses sources à l'intérieur et à l'extérieur du Burundi, dont beaucoup ont travaillé, combattu ou collaboré avec Ndayishimiye, le présent document brosse un portrait de l'homme qui pourrait devenir le prochain chef d'État du Burundi, et identifie certains des problèmes clés qu'il devra résoudre pour mettre fin à la crise des droits humains qui sévit au Burundi depuis 2015.

L'Initiative pour les droits humains au Burundi (IDHB) ne prend position pour ou contre aucun candidat ou parti politique au Burundi. Son objectif est d'essayer de faire en sorte que les élections de 2020 marquent le début d'une transition vers un plus grand respect des droits humains dans le pays.

Ce document d'information vise à aider les décideurs à comprendre les intérêts en jeu pendant cette période critique et à les encourager à réfléchir de manière créative pour poursuivre des stratégies susceptibles d'aider à rétablir le respect des droits humains au Burundi.

L'IDHB n'a pas identifié les personnes interrogées dans ce rapport afin d'assurer leur sécurité.

L'IDHB a écrit à Ndayishimiye le 12 mars 2020 afin de demander un entretien pour ce rapport. Au moment de la rédaction du présent document, il n'avait pas encore répondu.

## 1. UN CONTEXTE DE VIOLENCE

La toile de fond des élections présidentielles, parlementaires et communales au Burundi – toutes programmées le 20 mai 2020<sup>1</sup> – est faite de violence politique persistante, en grande partie commise par des agents de l'État et des membres de la ligue des jeunes du CNDD-FDD, les *Imbonerakure*, à l'encontre de leurs opposants politiques et de leurs détracteurs.

Tout au long de 2019 et début 2020, le gouvernement s'en est pris aux membres du principal parti d'opposition, le Congrès national pour la liberté (CNL), et les a constamment bloqués, harcelés et intimidés.<sup>2</sup> Au cours des trois premiers mois de 2020, des dizaines de membres du CNL ont été arbitrairement arrêtés et détenus ; nombre d'entre eux ont été sévèrement battus ou maltraités par des *Imbonerakure* ; et plusieurs ont été tués.

Par exemple, le 20 février 2020, Félix Ndikuriyo, membre du CNL, est décédé après avoir été battu en détention à Mubimbi à la suite d'affrontements signalés dans la province de Bujumbura (voir ci-dessous). Dans la province de Muyinga, le 26 février, trois membres du CNL ont agressé un *Imbonerakure* dans la commune de Gasorwe et l'ont blessé. Des *Imbonerakure* de la localité ont alors pourchassé les membres du CNL dans les alentours et ont battu un membre du CNL, son épouse et ses fils. L'épouse a tenté d'obtenir des soins médicaux mais est décédée une semaine plus tard, apparemment des suites de ses blessures.<sup>3</sup>

Des membres du CNDD-FDD ont également été tués et blessés en 2020, lors d'affrontements avec des membres du CNL ou dans d'autres circonstances. L'une des victimes était Consolate Havyarimana, une dirigeante locale des femmes du CNDD-FDD tuée dans le quartier de Kanyosha à Bujumbura, le 20 février 2020. Les auteurs présumés seraient des *Imbonerakure* ; cependant, le meurtre n'aurait pas été motivé par des considérations politiques.<sup>4</sup>

Le 8 février 2020, un groupe d'*Imbonerakure* dans la commune de Nyanza Lac, province de Makamba, a battu un autre *Imbonerakure* après que celui-ci ait alerté un membre du CNL que des *Imbonerakure* allaient patrouiller à proximité. Ils l'ont frappé avec des bâtons et des câbles électriques et ont versé de l'eau sur lui, l'accusant d'être un traître. Ils lui ont planté une lance dans les jambes et ont exigé de savoir ce que le CNL avait promis de lui donner,

---

<sup>1</sup> Début avril, le gouvernement burundais insistait pour que les élections se déroulent comme prévu, malgré la pandémie mondiale du corona virus et la confirmation de trois cas d'infection au Burundi au moment de la rédaction du présent document.

<sup>2</sup> Pour des informations sur la violence politique et les violations des droits humains à l'encontre de membres du CNL en 2019, voir l'Initiative pour les droits humains au Burundi, « Une paix de façade, la peur au quotidien : Les dessous de la crise des droits humains au Burundi », <https://burundihri.org/rep/Report-Jan-2020-Fr.pdf>, 28 janvier 2020.

<sup>3</sup> Entretiens avec des habitants de Muyinga, février 2020.

<sup>4</sup> Entretiens avec des habitants de Bujumbura, 20 mars. Voir également Iwacu, « Kanyosha/Kizingwe : Une femme tuée par balle », <https://www.iwacu-burundi.org/kanyosha-kizingwe-une-femme-tuee-par-balle/>, 21 février 2020.

en échange de leur avoir divulgué des informations. Ils l'ont emmené au chef du service de renseignement à Nyanza Lac ; il a été libéré peu de temps après.<sup>5</sup>

Le 19 février, des habitants de la commune de Kanyosha dans la province de Bujumbura – une région qui est depuis longtemps un bastion du CNL – ont remarqué l'apparition soudaine d'un groupe d'hommes armés. Des policiers et des militaires sont arrivés et des coups de feu ont été tirés. L'identité et les motivations du groupe armé restent floues, d'autant plus que la police a empêché des journalistes de se rendre sur les lieux.<sup>6</sup> Le CNL a réfuté les allégations selon lesquelles les assaillants étaient des membres du CNL. Cependant, il a déclaré qu'à la suite de l'attaque signalée, les autorités ont arrêté 23 de ses membres dans les communes voisines d'Isale et de Mubimbi.<sup>7</sup>

Quatre jours plus tard, le 23 février, des hommes armés et des membres des forces de sécurité se sont de nouveau affrontés, cette fois dans la commune de Nyabiraba. Des images macabres ont circulé sur les réseaux sociaux, prétendant montrer les cadavres de certaines des personnes tuées, ainsi que des personnes qui semblaient avoir été arrêtées, gardées par la police et des civils armés. Dans un communiqué du 25 février, le porte-parole de la police, Pierre Nkurikiye, a annoncé que 22 malfaiteurs et deux policiers avaient été tués, et six assaillants arrêtés.<sup>8</sup> Selon les propos du commissaire de police de la province de Bujumbura, le groupe armé aurait pénétré au Burundi depuis la République démocratique du Congo.<sup>9</sup> Lors d'une conférence de presse couvrant d'autres questions, Évariste Ndayishimiye a minimisé l'importance des événements de la province de Bujumbura : « *Des groupes de malfaiteurs ont toujours existé un peu partout* », a-t-il déclaré. « *Jusqu'à présent, il n'y a pas de signes évidents que les élections peuvent être perturbées.* »<sup>10</sup>

Les premières constatations de l>IDHB brossent un tableau différent. Plusieurs sources étroitement liées aux événements de la province de Bujumbura ont indiqué que l'attaque présumée du groupe armé avait été mise en scène par les autorités comme prétexte pour arrêter des membres du CNL et affaiblir le parti avant les élections. Parmi les personnes

---

<sup>5</sup> Entretiens avec des habitants de Makamba, février 2020.

<sup>6</sup> Entretiens avec des sources à Kanyosha, 20 février 2020. Voir également Iwacu, « Kanyosha : 'Attaque rebelle' à Muyira. Un reportage inachevé », <https://www.iwacu-burundi.org/kanyosha-attaque-rebelle-a-muyira-un-reportage-inacheve/>, 22 février 2020.

<sup>7</sup> Tweet de CNL Burundi, <https://twitter.com/BurundiCnl/status/1230961445808091136?s=20>, 21 février 2020.

<sup>8</sup> Reuters, « Burundi government says it kills at least 22 people in pre-election violence », <https://uk.reuters.com/article/uk-burundi-politics/burundi-government-says-it-kills-at-least-22-people-in-pre-election-violence-idUKKCN20K1LX?il=0>, 26 février 2020.

<sup>9</sup> Iwacu, « L'identification des auteurs des attaques dans la province de Bujumbura est en cours », <https://www.iwacu-burundi.org/lidentification-des-auteurs-des-attaques-dans-la-province-de-bujumbura-est-en-cours/>, 27 février 2020.

<sup>10</sup> Iwacu, « Évariste Ndayishimiye : 'Pas de signes évidents que les élections peuvent être perturbées' », <https://www.iwacu-burundi.org/evariste-ndayishimiye-pas-de-signes-evidents-que-les-elections-peuvent-etre-perturbees/>, 25 février 2020.



tuées pourraient figurer des *Imbonerakure* et d'autres personnes qui avaient été recrutées et envoyées dans la région par les autorités pour simuler une attaque.<sup>11</sup>

Parallèlement, la découverte de cadavres à travers le pays – exposée dans le rapport de l'IDHB de janvier 2020<sup>12</sup> – s'est poursuivie en 2020. À titre indicatif, les médias et les organisations des droits humains burundais ont signalé la découverte d'au moins 35 cadavres dans 15 provinces et dans la ville de Bujumbura entre janvier et mars 2020.<sup>13</sup> L'IDHB n'a pas vérifié de manière indépendante les informations sur ces cas. Comme pour de nombreux cas en 2019, la majorité des victimes n'ont pas été identifiées et peu d'informations, voire aucune, ne sont disponibles sur les circonstances de leur décès.

La police burundaise n'a pas tardé à attribuer ces décès à des accidents, des délits de droit commun ou au suicide. Bien que cela puisse être le cas pour certains, des blessures graves, des mutilations et d'autres indices de violence, ainsi que l'affiliation de certaines victimes à des partis politiques ou aux anciennes Forces armées burundaises (ex-FAB), ont été les caractéristiques de meurtres passés ayant impliqué des griefs politiques.<sup>14</sup> Cependant, plutôt que d'essayer d'établir la vérité, les autorités locales ordonnent généralement un enterrement hâtif des corps et les habitants ont trop peur pour poser des questions. Il est donc très difficile de déterminer si ces décès, ou combien d'entre eux, peuvent avoir été motivés par des raisons politiques.

Malgré la prévalence de morts violentes au cours des trois premiers mois de 2020, Ndayishimiye a affirmé dans une interview à la radio le 29 mars que la situation en matière de sécurité était satisfaisante et qu'il était possible qu'un mois se passe sans entendre parler de personne assassinée au Burundi. En réponse à la question du journaliste de savoir si certains meurtres peuvent avoir lieu en secret, il a déclaré que le Burundi était un très petit pays et que rien ne pouvait se produire sans que les gens le sachent dans l'heure qui suit.<sup>15</sup>

---

<sup>11</sup> Entretiens avec des sources dans la province de Bujumbura et autres lieux, février et mars 2020.

<sup>12</sup> L'Initiative pour les droits humains au Burundi, « Une paix de façade, la peur au quotidien : Les dessous de la crise des droits humains au Burundi », <https://burundihri.org/rep/Report-Jan-2020-Fr.pdf>, 28 janvier 2020.

<sup>13</sup> Voir, par exemple, les rapports de la Ligue Iteka : <https://ligue-iteka.bi> et de SOS Torture : [https://sostortureburundi.org/?page\\_id=56&lang=fr](https://sostortureburundi.org/?page_id=56&lang=fr).

<sup>14</sup> Plusieurs ex-FAB ont été tués depuis 2015. Les relations entre les ex-FAB, dont beaucoup sont tutsis, et leurs collègues majoritairement hutus de l'armée issus du CNDD-FDD sont souvent tendues. Les autorités ont accusé plusieurs ex-FAB de collaborer avec des groupes d'opposition armés et avec des officiers militaires impliqués dans le coup d'État manqué de mai 2015.

<sup>15</sup> Interview avec Ndayishimiye en kirundi sur Radio Isanganiro, <https://www.youtube.com/watch?v=cNSZP17NHTE&t=2593s>, 29 mars 2020.

## 2. QUI EST NEVA ?<sup>16</sup>

« Ce serait une erreur de prendre une personne seulement dans le présent. Il faut comprendre (le) passé (de Ndayishimiye) pour comprendre le futur. »<sup>17</sup>

Né en 1968, Évariste Ndayishimiye étudiait le droit à l'université lorsque la guerre a éclaté au Burundi en 1993 à la suite de l'assassinat du président Melchior Ndadaye. En 1995, au milieu de violences ethniques meurtrières, notamment des meurtres d'étudiants hutus, Ndayishimiye et de nombreux autres jeunes Hutus ont rejoint le Parti pour la libération du peuple hutu (PALIPEHUTU)<sup>18</sup>, puis le CNDD-FDD, deux groupes rebelles dominés par les Hutus qui ont combattu le gouvernement dominé par les Tutsis, pendant la longue et cruelle guerre civile du Burundi.<sup>19</sup>

Les attaques de 1995 à l'Université du Burundi ont marqué un moment qui a changé la vie de Ndayishimiye. Des années plus tard, il a expliqué comment lui et d'autres étudiants hutus s'étaient retrouvés piégés alors que des grenades étaient jetées dans leurs chambres. Il a survécu en passant la nuit dans la chambre d'un ami. Il a alors décidé, avec d'autres étudiants, de rejoindre la lutte armée. Il a affirmé que l'idée de prendre les armes ne lui était jamais venue jusque-là. Il a ensuite repensé à cette période et ses études universitaires avortées : « Il y a un vide quelque part. Il y a une étape de notre vie qu'on a sautée même si certains d'entre nous occupent actuellement des rangs supérieurs. »<sup>20</sup>

Après avoir rejoint le CNDD-FDD, Ndayishimiye a gravi les échelons, commandant une compagnie militaire dans le maquis et occupant divers postes dans le mouvement rebelle, notamment celui de chef de l'instance disciplinaire interne du CNDD-FDD. Il a été le principal négociateur au nom du CNDD-FDD lors de discussions avec le gouvernement de transition, et membre de la commission de suivi des accords de paix d'Arusha de 2000 qui ont officiellement marqué la fin de la guerre.

Après que le CNDD-FDD se soit transformé en parti politique et ait remporté les élections de 2005, Ndayishimiye a occupé plusieurs postes de haut niveau au gouvernement, notamment celui de ministre de l'Intérieur et de la Sécurité publique de 2006 à 2007. Il a été

---

<sup>16</sup> Le surnom de Ndayishimiye, qui ressemble à la prononciation anglaise de « never » (jamais), est formé en utilisant la première lettre de son nom suivie des trois premières lettres de son prénom.

<sup>17</sup> Entretien avec un ancien responsable du CNDD-FDD, 14 février 2020.

<sup>18</sup> L'idéologie du PALIPEHUTU et de sa branche armée, les Forces nationales de libération (FNL), était explicitement centrée sur la promotion des intérêts de l'ethnie hutue. Le FNL a été créé en 1980 et transformé en parti politique en 2009. Rebaptisé CNL en 2019, il est actuellement le plus grand parti d'opposition au Burundi.

<sup>19</sup> Pour des informations sur les origines du PALIPEHUTU et du CNDD-FDD, voir Ntagahoraho Z. Burihabwa et Devon E.A.Curtis, « The limits of resistance ideologies ? The CNDD-FDD and the legacies of governance in Burundi », dans *Government and Opposition* Vol.54, no.3/ Cambridge University Press, 2019.

<sup>20</sup> Iwacu, « Université du Burundi, 1995: les uns rejoignent le maquis, la coopération universitaire suspendue ... », <https://www.iwacu-burundi.org/consequences-massacre-universite-burundi-1995/2/>, 31 juillet 2013.

chargé de diriger les négociations gouvernementales avec le PALIPEHUTU-FNL et a joué un rôle important dans le processus de transformation des FNL d'un groupe armé en parti politique. Il a ensuite occupé le poste de chef de cabinet militaire à la présidence jusqu'en 2014 et, après un bref passage à la tête de la Société Burundaise de Gestion Aéroportuaire (SOBUGEA), il est devenu chef de cabinet civil à la présidence en 2015. Sa carrière a culminé avec sa nomination au poste de secrétaire général du CNDD-FDD en août 2016.

Ndayishimiye, catholique, est originaire de la commune de Giheta, province de Gitega, dans le centre du pays. Il conserve des liens solides avec sa province natale, notamment dans les régions rurales. Son épouse, Angéline Ndayubaha, est membre active du CNDD-FDD et dirigeante de Femme Intwari (qui signifie « courageuse » ou « vaillante » en kirundi), l'organisation des femmes qui ont participé ou contribué à la lutte du CNDD-FDD.

L'un des solides piliers du CNDD-FDD, Ndayishimiye a été témoin de plusieurs vagues de troubles internes dans le mouvement, des dirigeants successifs ayant été évincés avant l'arrivée au pouvoir du CNDD-FDD. Un ancien haut responsable du CNDD-FDD a déclaré que Ndayishimiye avait toujours soutenu le leader du mouvement tout au long de ces changements : « *Il respecte son chef. C'est la première chose à savoir. Il suit son chef, quel qu'il soit.* »<sup>21</sup>

Après que le CNDD-FDD ait formé un gouvernement en 2005, Ndayishimiye est resté pour l'essentiel fidèle au président Nkurunziza. La seule exception a été en 2014, lorsqu'il a fait partie d'un groupe de hauts responsables du CNDD-FDD qui se sont retournés contre le puissant chef du service de renseignement Adolphe Nshimirimana et le ministre de la Sécurité publique Alain Guillaume Bunyoni (tous deux des alliés clés de Nkurunziza). Cependant, il s'est ensuite dissocié de ce mouvement et a de nouveau rejoint les rangs de Nkurunziza. Ndayishimiye a survécu aux événements tumultueux de 2015, lorsque de hauts responsables du parti, connus plus tard sous le nom de « frondeurs », se sont opposés au troisième mandat présidentiel de Nkurunziza, et nombre d'entre eux ont fui le pays. Il a fait partie d'une poignée de personnalités du CNDD-FDD qui se sont maintenues tout au long de la crise des droits humains qui a suivi, renforçant sa position au sein du parti.<sup>22</sup>

### « Le Ndayishimiye d'avant 2015 »

D'anciens collègues de Ndayishimiye, qui le connaissaient bien de la rébellion et des premières années du gouvernement dirigé par le CNDD-FDD, ont décrit un homme ouvert, sociable et bavard. Un défenseur des droits humains a rappelé qu'au temps de la rébellion, les gens le comparaient à un oiseau qui gazouillait beaucoup parce qu'il avait la réputation

---

<sup>21</sup> Entretien avec un ancien responsable du CNDD-FDD, 29 mars 2020.

<sup>22</sup> Pour des informations sur le contexte de la crise des droits humains de 2015 au Burundi, voir l'Initiative pour les droits humains au Burundi, « Une paix de façade, la peur au quotidien : Les dessous de la crise des droits humains au Burundi », <https://burundihri.org/rep/Report-Jan-2020-Fr.pdf>, 28 janvier 2020.

de ne pas garder de secrets. Il l'a décrit comme « *assez simple. Il ne se comportait pas comme une grande autorité. Il nous saluait toujours et s'asseyait avec les gens.* »<sup>23</sup> Cette opinion a été reprise par un ancien combattant qui avait rejoint le CNDD-FDD en même temps que Ndayishimiye : « *Des fois il préfère écouter des sages de petit rang au lieu de considérer les conseils de son rang.* »<sup>24</sup>

Une source qui avait travaillé en étroite collaboration avec Ndayishimiye depuis les premiers jours du CNDD-FDD a déclaré : « *Évariste était apprécié parce qu'il aimait blaguer. Il n'aime pas travailler dans un bureau. Il circule dans la population, ce qui crée une certaine confiance. Les autres généraux ont toujours un comportement de combattants, mais lui s'est adapté à la politique.* »<sup>25</sup> Il a rappelé leur temps au maquis :

« Évariste était influent et en même temps pas influent. Il était à la tête de l'équipe de négociations (avec le gouvernement de transition), mais au sein (des dirigeants) du CNDD-FDD, il n'était pas très apprécié. On disait qu'il était 'léger', qu'il ne prenait pas de positions claires, qu'il n'était pas très sérieux. Il aimait boire et blaguer. Son comportement n'était pas apprécié par Nkurunziza, Adolphe et Radjabu.<sup>26</sup> Mais au sein de la population et parmi les combattants, il était apprécié, justement parce qu'il aimait boire et blaguer ... Dans la rébellion, il grognait parfois parce qu'il n'arrivait pas à réaliser ses ambitions ... Il croyait qu'il devait être consulté avant les prises de décisions ... C'était pareil plus tard quand il était dans le gouvernement. Il occupait des postes mais il n'était pas très apprécié. Il se fâchait parce qu'il n'était pas impliqué dans les décisions. »<sup>27</sup>

D'anciens combattants de niveau inférieur qui avaient combattu aux côtés de Ndayishimiye ont loué sa compassion et sa générosité ; ils ont affirmé qu'il n'était pas rancunier et n'était pas intéressé par la vengeance. Un combattant démobilisé a déclaré que Ndayishimiye était bon envers ses soldats et soutenait leur moral. Au cours des années 1990, de nombreux commandants militaires du CNDD-FDD ont acquis la réputation de punir sévèrement les soldats ayant commis des erreurs, voire de les tuer.<sup>28</sup> En revanche, Ndayishimiye donnait à

<sup>23</sup> Entretien avec un défenseur des droits humains, 14 février 2020.

<sup>24</sup> Entretien avec un ancien combattant du CNDD-FDD, 14 février 2020.

<sup>25</sup> Entretien avec un ancien responsable du CNDD-FDD, 7 février 2020.

<sup>26</sup> Adolphe Nshimirimana est ensuite devenu chef du service national de renseignement et a été impliqué dans de nombreux crimes graves contre des opposants au CNDD-FDD, jusqu'à son assassinat le 2 août 2015. Hussein Radjabu était secrétaire général puis président du CNDD-FDD jusqu'à ce qu'il tombe en disgrâce et soit destitué en 2007. Il a été arrêté et condamné à 13 ans d'emprisonnement. Il s'est évadé de prison en 2015 et a formé un groupe d'opposition armé en exil.

<sup>27</sup> Entretien avec un ancien responsable du CNDD-FDD, 7 février 2020.

<sup>28</sup> Dans un article publié en 2016, Gervais Rufyikiri, ancien deuxième vice-président du Burundi, donne des exemples glaçants de la cruauté de certains commandants du CNDD-FDD et déclare que « *plusieurs sources affirment que les conflits internes ont causé la mort de plus d'officiers FDD que ceux qui ont été tués par le camp adverse.* » Voir Gervais Rufyikiri, « Échec de la transformation du CNDD-FDD du mouvement rebelle en parti politique au Burundi : une question d'équilibre entre le changement et la continuité », Institut de politique et de

ses subordonnés des sanctions plus légères ou de simples avertissements. Sa clémence mettait en colère certains officiers qui l'accusaient de se comporter comme un civil.<sup>29</sup> Un combattant de niveau inférieur qui avait travaillé en étroite collaboration avec lui lors de la rébellion a rappelé : « *Il n'était pas sévère ou méchant. En réalité, il n'était pas comme ... les autres dirigeants qui, à cause de leurs responsabilités, étaient méchants et ... pouvaient maltraiter tel ou tel autre ... Il écoutait celui qui avait des doléances à lui soumettre.* » Il a déclaré que Ndayishimiye était prêt à partager la nourriture ou le butin que les combattants avaient volé pendant le conflit et permettait à ses subalternes de garder ce qu'ils avaient trouvé.<sup>30</sup>

Un ancien collègue civil qui avait travaillé avec Ndayishimiye lorsqu'il était au gouvernement avait une opinion assez favorable de lui à cette époque : « *Quand il était chef de cabinet militaire, c'était l'homme de consensus, même avec les ex-FAB. C'était un homme ouvert, pas complexe. Beaucoup d'entre eux (les CNDD-FDD) ont un complexe d'infériorité qui les maintient dans l'idéologie du passé. Ça se remarque par le manque de confiance envers les Tutsis, envers l'autre, envers les occidentaux ... Évariste n'était pas comme ça. Il était ... ouvert d'esprit. Il n'avait pas peur de discuter ... Il parlait avec les diplomates.* » Mais il a averti que la crise de 2015 l'avait peut-être changé : « *2015, c'était un tournant terrible pour le Burundi ... Le Ndayishimiye d'avant 2015, j'ai l'impression que ce n'est pas le Ndayishimiye d'après 2015. Il faut séparer les deux ... Je suis étonné de voir que les gens s'empressent de lui lancer des fleurs ... Évariste était un type pacifiste quand je le connaissais. C'est difficile de dire ça depuis 2015.* »<sup>31</sup>

### « Le moins mauvais »

Ndayishimiye est imprégné d'un mouvement et d'un parti qui a un sombre bilan en matière de droits humains. Pourtant, de nombreuses sources interrogées par l'IDHB, notamment des défenseurs des droits humains, ont déclaré que contrairement à certaines personnalités du CNDD-FDD qui n'hésitaient pas à tuer et torturer leurs opposants, et même leurs propres membres, il n'était pas connu pour avoir été personnellement impliqué dans de graves crimes en tant que combattant rebelle. Ils n'avaient pas non plus connaissance qu'il ait été directement impliqué dans de graves violations des droits humains dans les fonctions gouvernementales qu'il occupait depuis 2005. Plusieurs sources l'ont décrit comme « le moins mauvais » des principaux personnages du CNDD-FDD. Cependant, ils ont souligné qu'il avait toujours bel et bien fait partie du système CNDD-FDD et qu'il en faisait toujours partie.

---

gestion du développement, Université d'Anvers, <https://www.uantwerpen.be/en/research-groups/iob/publications/working-papers/wp-2016/wp-201612/>, septembre 2016.

<sup>29</sup> Entretien avec deux anciens combattants du CNDD-FDD, 14 février 2020.

<sup>30</sup> Entretien avec un ancien combattant du CNDD-FDD, 23 février 2020.

<sup>31</sup> Entretien avec un ancien agent du gouvernement, 17 février 2020.

Ndayishimiye n'a peut-être pas été cité comme ayant personnellement ordonné des violations des droits humains, mais sous sa direction du CNDD-FDD depuis la mi-2016, des membres du parti, en particulier les *Imbonerakure*, ont arbitrairement arrêté, battu et tué des opposants présumés, aussi récemment qu'en avril 2020. On ne sait pas quelles mesures Ndayishimiye aurait prises pour arrêter ou empêcher de tels actes. S'il a tenté de maîtriser les *Imbonerakure*, ses efforts semblent avoir échoué.

« *En tant que chef du CNDD-FDD, il aurait dû contrôler les Imbonerakure* », a déclaré un ancien responsable du CNDD-FDD. « *Mais il n'a même pas essayé. Il a simplement laissé les choses arriver et l'a accepté comme ça ... Évariste n'a pas de sang sur les mains, mais il ne s'opposera pas à la violence ou aux abus. Il accepte la position de son chef, quelle qu'elle soit. Il n'a pas commis de crimes lui-même, mais il ne les empêchera pas d'être commis par d'autres.* »<sup>32</sup>

Une autre source a décrit Ndayishimiye comme terni en raison des abus qui ont eu lieu sous sa responsabilité depuis 2016, mais impuissant : « *Les Imbonerakure ont commis des crimes pendant qu'Évariste était à la tête du CNDD-FDD, alors on ne peut pas dire qu'il a les mains propres. Il dirige le parti mais sans diriger. C'est Nkurunziza qui dirige. Évariste fait un boulot.* »<sup>33</sup>

Un ancien responsable du CNDD-FDD a déclaré que même si Ndayishimiye avait voulu arrêter les tueries commises par les *Imbonerakure*, il lui serait difficile de le faire « *de peur de perdre son poste. Ce serait l'équivalent d'accuser le système de Nkurunziza. Il a peur de se dérober des autres car il ne veut pas donner l'impression qu'il est contre le CNDD-FDD. Il se protège.* »<sup>34</sup>

Tout comme elles l'ont décrit comme « le moins mauvais » en termes de crimes violents, des sources qui connaissaient bien Ndayishimiye dans le passé l'ont décrit comme « le moins sale » en termes de corruption. En contraste marqué avec certains autres dirigeants du CNDD-FDD, il semblait relativement peu intéressé par la richesse matérielle ou financière. Un ancien commandant rebelle du CNDD-FDD s'est souvenu :

« Il ne tue pas et il ne vole pas ... Après chaque opération militaire ... l'unité qui a mené l'opération ... rapportait tout ce qu'elle avait saisi ... armes, tenues, argent, n'importe quoi et les commandants prenaient ce qu'ils voulaient et laissaient le reste aux soldats ... Il ne gardait rien pour lui, pas même de l'argent. En ce sens, il était honnête. »<sup>35</sup>

<sup>32</sup> Entretien avec un ancien responsable du CNDD-FDD, 2 février 2020.

<sup>33</sup> Entretien avec un ancien responsable militaire, 18 février 2020.

<sup>34</sup> Entretien avec un ancien responsable du CNDD-FDD, 7 février 2020.

<sup>35</sup> Entretien avec un ancien responsable du CNDD-FDD, 14 février 2020.

Dans son livre « *Burundi : Le dessous des cartes* », Aimé Nkurunziza, qui était le chef de cabinet de Ndayishimiye lorsque celui-ci était ministre de l'Intérieur et de la Sécurité publique, rapporte une anecdote où Ndayishimiye a refusé d'utiliser les fonds de l'État pour payer des boissons :

« Alors que nous prenions un verre de bière tard dans la soirée ... je lui ai proposé de régler l'addition sur la rubrique 'frais de renseignement' sous prétexte que nous parlions sécurité de l'État. Embarrassé par ma proposition, il a spontanément réagi ... (et a dit :) 'Nous avons tout le temps devant nous pour gagner honnêtement notre vie. Je ne veux pas que l'on dise demain que nous avons mal géré l'argent de l'État. Nous allons partager la facture.' Décidément, il n'avait pas ce goût de l'argent facile que j'observais chez d'autres 'dignitaires' du parti. »<sup>36</sup>

### L'action a plus de poids que les mots

« *Il est probablement horrifié ... par les violations des droits humains, mais il n'est capable d'entreprendre aucune action.* »<sup>37</sup>

Au cours de ses deux premières années en tant que secrétaire général du CNDD-FDD, Ndayishimiye a souvent répété des éléments de la propagande standard du CNDD-FDD dans ses discours, qualifiant les Occidentaux de « colons », et attaquant la Belgique et l'Union européenne. Dans une déclaration marquant la Journée de l'Indépendance en 2017, signée par Ndayishimiye, le CNDD-FDD « *déplore l'attitude de certains pays de l'Union européenne qui, en se solidarissant avec la Belgique, continuent à phagocyter le développement du pays et à développer par là-même les violations des droits de l'homme en finançant les groupes terroristes qui sont basés en Belgique afin de les faciliter de perpétrer des assassinats au Burundi.* »<sup>38</sup> Lors de la campagne pour encourager les gens à voter en faveur des changements à la Constitution burundaise lors d'un référendum en 2018, Ndayishimiye a qualifié ceux qui votaient contre les changements de « démons » et de traîtres payés par les « colons ». Accusant les « colons » de créer et de soutenir des partis d'opposition au Burundi, il a déclaré : « *Je suis venu dire aux colons qu'il est temps, que leur temps est révolu.* »<sup>39</sup>

<sup>36</sup> Aimé Nkurunziza, « *Burundi : Le dessous des cartes* », Éditions Iwacu, 2019.

<sup>37</sup> Entretien avec un ancien responsable du CNDD-FDD, 14 février 2020.

<sup>38</sup> Déclaration du Parti no.004-2017 du CNDD-FDD à l'occasion du 55ème anniversaire de l'indépendance du Burundi, <https://cndd-fdd.org/2017/07/01/declaration-du-parti-n004-2017-du-cnnd-fdd-a-loccasion-du-55eme-anniversaire-de-lindependance-du-burundi/>, 30 juin 2017.

<sup>39</sup> Traduction du kirundi d'extraits du discours de Ndayishimiye à Bujumbura pour la campagne en faveur de changements à la Constitution, 14 mai 2018. Voir également Commission d'enquête des Nations Unies sur le Burundi, rapport final détaillé (2018), A/HRC/39/CRP.1, <https://www.ohchr.org/FR/HRBodies/HRC/CoIBurundi/Pages/CoIBurundiReportHRC39.aspx>, 12 septembre 2018.

Depuis 2019, certains de ses discours sont devenus plus conciliants. Dans une interview à la radio le 29 mars 2020, il a affirmé que le Burundi ne déteste pas les autres pays et a souligné la valeur des pays qui s'entraident et le développement mutuel.<sup>40</sup>

Contrairement à d'autres hauts responsables du CNDD-FDD qui ont ignoré les violations des droits humains commises par des agents de l'État ou les abus commis par des membres du parti au pouvoir, Ndayishimiye a parfois reconnu que des actes de violence politique avaient eu lieu, sans s'attarder sur leur gravité, et il a fait de vastes promesses de mettre fin à l'impunité. Il a également prêché la tolérance politique.

En dépit de fréquentes attaques à l'encontre de membres du CNL par des *Imbonerakure* en janvier et février 2020, Ndayishimiye a affirmé lors d'une conférence de presse le 25 février 2020 : « *Les partis politiques vivent en parfaite harmonie malgré les incidents mineurs. Il n'y a plus de cas d'intolérance politique entre partis politiques. Les adversaires politiques qui se regardaient en chiens de faïence, aujourd'hui ils s'asseyent ensemble pour bien préparer ensemble les élections de 2020. C'est un bon signe qu'on aura de bonnes élections.* »<sup>41</sup>

Commentant les élections elles-mêmes, il a déclaré : « *La première chose à comprendre, il y aura un seul vainqueur. Mais nous savons qu'il va gouverner pour tout le monde, même les perdants.* »<sup>42</sup> Dans un discours aux chefs des partis politiques à Rumonge le 14 février, il a assuré : « *Le mot 'intolérance politique' ne reviendra plus ... ne dites plus que celui-ci soit puni et que celui-là non. L'impunité est une chose qui endommage.* »<sup>43</sup>

Il a repris ces thèmes lors d'une interview à la radio le 29 mars 2020, où il a affirmé que la démocratie s'est installée au Burundi et qu'il n'y a plus de tensions entre les politiciens. Il a déclaré que pendant les réunions mensuelles avec les représentants des partis politiques au cours des six mois précédents, il n'avait jamais entendu personne mentionner des problèmes d'intolérance politique. Il a attribué les critiques à l'encontre des *Imbonerakure* à la jalousie, et il a affirmé n'avoir jamais entendu parler d'un cas dans lequel quelqu'un aurait été battu pour ne pas avoir adhéré au CNDD-FDD.<sup>44</sup>

---

<sup>40</sup> Interview avec Ndayishimiye en kirundi sur Radio Isanganiro, <https://www.youtube.com/watch?v=cNSZP17NHTE&t=2593s>, 29 mars 2020.

<sup>41</sup> SOS Médias Burundi, « Le CNDD-FDD se dit satisfait de la baisse des cas d'intolérance politique à la veille des élections de mai 2020 », <https://www.sosmediasburundi.org/2020/02/25/le-cn-dd-fdd-se-dit-satisfait-de-la-baisse-des-cas-d-intolerance-politique-a-la-veille-des-elections-de-mai-2020/>, 25 février 2020.

<sup>42</sup> Iwacu, « Évariste Ndayishimiye : 'Pas de signes évidents que les élections peuvent être perturbées' », <https://www.iwacu-burundi.org/evariste-ndayishimiye-pas-de-signes-evidents-que-les-elections-peuvent-etre-perturbees/>, 25 février 2020.

<sup>43</sup> Traduction du kirundi d'extraits du discours de Ndayishimiye lors d'une réunion avec des dirigeants de partis politiques à Rumonge, le 14 février 2020.

<sup>44</sup> Interview avec Ndayishimiye sur Radio Isanganiro en français, <https://www.youtube.com/watch?v=cNSZP17NHTE>, et en kirundi, <https://www.youtube.com/watch?v=cNSZP17NHTE&t=2593s>, 29 mars 2020.



Contrairement à certains responsables du CNDD-FDD et du gouvernement qui ont exploité l'ethnicité à des fins politiques, Ndayishimiye a rappelé aux Burundais que les conflits ethniques du passé étaient principalement politiques. Dans son discours du 14 février 2020, il a déclaré : « *Je me suis donné le temps réfléchir à la cause des querelles dans notre pays ... Si vous allez bien fouiller, vous allez trouver que même ce que vous appelez question ethnique était en réalité une question politique.* »<sup>45</sup> De même, dans un discours présenté dans un film sur l'histoire du CNDD-FDD, il a affirmé que la crise passée du Burundi (se référant à la guerre des années 1990) « *n'a pas été provoquée par les Hutus ou par les Tutsis mais par des Burundais ingrats qui ont suivi les conseils des hypocrites ... ce n'est pas l'ethnie qui tue mais c'est la mauvaise gouvernance qui tue.* » Il a conseillé au public de « *chercher le bien de tout citoyen qu'il soit du parti ou non.* »<sup>46</sup>

Ce type de langage peut être un soulagement bienvenu par rapport au discours agressif d'autres dirigeants, mais à ce jour, les promesses de Ndayishimiye ne se sont pas concrétisées. Les attaques contre les opposants politiques au CNDD-FDD se sont poursuivies sans relâche tout au long de son mandat à la tête du parti.

À la question sur ce que Ndayishimiye avait fait en tant que chef du CNDD-FDD pour contrôler les violences des *Imbonerakure*, un ancien responsable du parti qui le connaissait bien jusqu'en 2015 a répondu :

« Rien. Rien du tout. Il fait juste des discours mielleux. Il dit des choses positives mais rien n'a changé ... Sa bonté ... ne donne aucun résultat ... Pas un seul iota n'a changé en termes de crimes commis par des membres du CNDD-FDD depuis qu'il est devenu secrétaire général du parti. Personnellement, il est probablement horrifié et choqué par les violations des droits de l'homme, mais il n'est capable d'entreprendre aucune action ni de punir ne serait-ce qu'une seule personne. Il se contente de regarder. »<sup>47</sup>

Une autre source a souligné le fait que le vrai pouvoir est ailleurs : « *Au-dessus de lui (Ndayishimiye) il y a le Conseil des Sages et la Documentation. La Documentation peut donner des ordres aux Imbonerakure à l'insu du chef de leur parti. Mais quelle est sa réaction ? C'est le silence. Je ne sais pas ce qu'il pense ou ce qu'il a essayé de faire, mais il n'a jamais dénoncé les actions des Imbonerakure.* »<sup>48</sup>

---

<sup>45</sup> Traduction du kirundi d'extraits du discours de Ndayishimiye lors d'une réunion avec des dirigeants de partis politiques à Rumonge, le 14 février 2020.

<sup>46</sup> Traduction du kirundi de commentaires faits par Ndayishimiye dans un film sur l'histoire du CNDD-FDD, pour « la semaine dédiée à ceux qui ont combattu pour la paix au Burundi, 12-17 novembre 2018 », <https://www.youtube.com/watch?v=Wp3cFOkiwhQ>.

<sup>47</sup> Entretien avec un ancien responsable du CNDD-FDD, 14 février 2020.

<sup>48</sup> Entretien avec un ancien agent du gouvernement, 17 février 2020.

### 3. UNE DETTE ENVERS LES GÉNÉRAUX

« Les généraux l'ont placé là. Il n'a pas été soumis au vote. Il leur doit cette dette. »<sup>49</sup>

En 2020, une petite clique d'individus puissants proches du président Nkurunziza, qui occupent des positions centrales au CNDD-FDD depuis ses premiers jours, appelés « les généraux », conservent une influence considérable. Il s'agit, entre autres, d'Alain Guillaume Bunyoni, ministre de la Sécurité publique ; Étienne Ntakarutimana alias Steve, ancien chef du service national de renseignement, aujourd'hui chef de cabinet militaire à la présidence ; Prime Niyongabo, chef d'état-major des Forces de défense nationale ; Gabriel Nizigama alias Tibia, chef de cabinet civil à la présidence ; Silas Ntigurirwa, ancien secrétaire permanent du Conseil national de sécurité, rétrogradé attaché de la défense à l'ambassade du Burundi en Chine fin 2019 (poste qu'il n'avait pas encore occupé au moment de la rédaction du présent document) ; Emmanuel Miburo alias Komater, directeur de l'Institut national de sécurité sociale (INSS) ; et Gervais Ndirakobuca alias Ndakugarika (« Je vais te tuer » en kirundi), nommé chef du service national de renseignement en novembre 2019.

Nkurunziza a déclaré publiquement à plusieurs reprises qu'il n'avait pas l'intention de se présenter pour un quatrième mandat présidentiel en 2020. Cependant, des sources internes ont donné une version différente. Elles ont affirmé que Nkurunziza voulait un quatrième mandat, mais après s'être rendu compte que beaucoup de membres de son entourage ne le soutiendraient pas, il a plutôt opté pour sélectionner lui-même un candidat qui lui serait fidèle et qu'il pourrait contrôler. Il aurait envisagé plusieurs candidats – dont Ndayishimiye – mais a arrêté son choix sur Pascal Nyabenda, l'actuel président de l'Assemblée nationale.

Nyabenda est un civil qui n'a jamais combattu avec le CNDD-FDD au maquis. La plupart des généraux ont insisté sur le fait que le successeur de Nkurunziza devait être un militaire, ayant conclu un pacte, à l'époque de la rébellion, selon lequel leurs chefs seraient toujours d'anciens combattants. Un bras de fer s'ensuivit entre Nkurunziza, apparemment soutenu par Bunyoni et Ndakugarika, et la plupart des autres généraux. Finalement, Nkurunziza a dû céder et le candidat préféré des généraux, Ndayishimiye, a été choisi.

L'opposition des généraux à la candidature de Nyabenda n'a pas été une surprise dans un contexte où la gouvernance sous le CNDD-FDD est devenue de plus en plus militarisée et où les civils ont été privés de tout pouvoir réel. « Les généraux veulent que les choses se fassent de manière militaire plutôt que politique », a expliqué un ancien responsable du CNDD-FDD, lui-même ancien militaire. « Les généraux sont très proches d'Évariste. Ils sont de la même génération ... Trois d'entre eux<sup>50</sup> étaient à l'université en 1995 au moment

<sup>49</sup> Entretien avec un journaliste burundais, 13 février 2020.

<sup>50</sup> Ndayishimiye, Niyongabo et Nizigama.

*des massacres (d'étudiants) et ils ont fui au maquis ensemble ... Ce système ne changera pas. Que ce soit Nkurunziza ou Nava, c'est la même chose. »*<sup>51</sup>

Propulsé en première position par les généraux, Ndayishimiye leur sera redevable s'il remporte les élections, du moins dans un premier temps. Certains de ses anciens collègues doutaient qu'il oserait les contrarier. L'un d'eux a prédit que les généraux lui diraient quoi faire et s'attendraient à ce qu'il leur obéisse.<sup>52</sup> Un ancien dirigeant du CNDD-FDD a exprimé le même avis et estimé que les généraux lui imposeraient leur programme : « *Ce sont eux qui vont diriger.* »<sup>53</sup>

Un observateur a décrit le choix de Ndayishimiye en tant que candidat du CNDD-FDD comme « *un échec pour Nkurunziza ... (et) une victoire pour le système contre Nkurunziza* », mais il a averti : « *Évariste n'attaquera pas le système qui le protège.* »<sup>54</sup> D'autres estiment qu'avec du temps ainsi que l'appui de partenaires internationaux, il parviendrait peut-être à réduire le pouvoir des généraux, mais que cela demanderait beaucoup de courage. « *Ce sont les généraux qui l'ont imposé comme candidat à Nkurunziza. Il va devoir avoir le courage de trahir ceux qui l'ont mis là.* »<sup>55</sup>

#### 4. MARCHER DANS LES PAS DU GUIDE SUPRÊME

« *Le dernier mot sera pour Nkurunziza ... (Il) reste l'homme fort du système.* »<sup>56</sup>

Le 26 janvier 2020, dans un discours enthousiaste après sa nomination comme candidat du CNDD-FDD à la présidence, Ndayishimiye a chanté les louanges de Nkurunziza et a annoncé qu'il suivrait ses traces. Rappelant leurs expériences partagées en tant que combattants rebelles, il a déclaré : « *Vous ne le savez peut-être pas, mais j'ai été son commandant et il a été mon commandant ... J'ai toujours écouté ses conseils ... Je vais l'imiter.* »<sup>57</sup> Prenant ses mots au pied de la lettre, certains observateurs supposent que Ndayishimiye restera sous l'influence de Nkurunziza, même une fois que Nkurunziza aura démissionné. D'autres ont estimé que sa déclaration était simplement une flatterie verbale et n'impliquait aucune trajectoire prévue.

---

<sup>51</sup> Entretien avec un ancien responsable du CNDD-FDD, 2 février 2020.

<sup>52</sup> Ibid.

<sup>53</sup> Entretien avec un ancien responsable du CNDD-FDD, 29 mars 2020.

<sup>54</sup> Entretien avec une source à Bujumbura, 5 février 2020.

<sup>55</sup> Entretien avec un ancien responsable du gouvernement, 17 février 2020.

<sup>56</sup> Entretien avec un ancien responsable du CNDD-FDD, 7 février 2020.

<sup>57</sup> Traduction du discours en kirundi de Ndayishimiye à Gitega, 26 janvier 2020. Voir également Iwacu, « Évariste Ndayishimiye, sur les traces de 'Moïse' », <https://www.iwacu-burundi.org/evariste-ndayishimiye-sur-les-traces-de-moise/>, 26 janvier 2020.

Le degré d'influence que conservera Nkurunziza après les élections est une question ouverte, mais un certain nombre de mesures semblent lui préparer le terrain pour jouer au moins un rôle symbolique important.

Une loi adoptée le 10 mars 2020 élève Nkurunziza au statut de « Guide suprême du patriotisme ». Cette loi fait l'éloge de Nkurunziza et lui accorde ce nouveau statut « *en guise de reconnaissance de son engagement, de son dévouement exceptionnel à la défense de la souveraineté nationale, à l'éveil de la conscience des Burundais en se basant sur la primauté de Dieu, valeur ancestrale du Peuple burundais et à l'amour de la patrie.* » L'article 2 de la loi définit le Guide suprême du patriotisme comme « *la référence idéale en matière de patriotisme, de cohésion sociale et de sagesse nationale. À ce titre, il est consulté sur des questions relatives à la sauvegarde de l'indépendance nationale, à la consolidation du Patriotisme et à l'Unité nationale.* »<sup>58</sup> Ce mandat large et mal défini pourrait accorder des pouvoirs étendus à Nkurunziza après son retrait de la présidence. Quelques semaines plus tôt, l'Assemblée nationale a adopté une loi accordant à Nkurunziza un ensemble de prestations de retraite extravagantes.<sup>59</sup>

De plus, juste avant que le CNDD-FDD ne choisisse son candidat à la présidentielle, Nkurunziza a introduit des amendements aux statuts du Conseil des Sages, l'organe suprême du CNDD-FDD. Le Conseil des Sages, composé de certains des membres les plus influents du parti, prend des décisions qui déterminent la direction du parti. Selon les amendements, à l'avenir, le président du Conseil des Sages sera le Guide suprême du patriotisme – Nkurunziza lui-même. Jusque-là, il était présidé par le membre du CNDD-FDD occupant la position la plus élevée de l'État (le président du pays).<sup>60</sup> « *Cela signifie que même si Évariste devient président de la République, il sera au-dessous de Nkurunziza au sein du parti* », a expliqué un ancien haut responsable du CNDD-FDD.<sup>61</sup>

La combinaison de ces deux mesures pourrait signifier que Nkurunziza occuperait effectivement la position la plus élevée du pays, au-dessus des institutions de l'État et au-dessus des dirigeants du CNDD-FDD. « *Il va opérer sur une voie parallèle* », a déclaré un ancien haut responsable du parti. « *Il ne sera peut-être plus visible après les élections, mais il sera une référence pour tout ... Le titre de 'Guide suprême' n'a pas de limite.* »<sup>62</sup>

---

<sup>58</sup> Loi n.1/06 du 10 mars 2020 portant instauration et octroi du statut de Guide Suprême du Patriotisme au Burundi au Président Pierre Nkurunziza.

<sup>59</sup> Le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale le 21 janvier 2020, introduit une distinction entre Nkurunziza et d'autres anciens chefs d'État vivants, arrivés au pouvoir après des négociations ou un coup d'État. Voir Projet de loi portant modification de la loi no.1/20 du 9 décembre 2004 portant statut du chef de l'État à l'expiration de ses fonctions. Une version finale de la loi n'est pas encore disponible.

<sup>60</sup> Entretien avec d'anciens responsables du CNDD-FDD, février 2020.

<sup>61</sup> Entretien avec un ancien responsable du CNDD-FDD, 14 février 2020.

<sup>62</sup> Entretien avec un ancien haut responsable du CNDD-FDD, 25 février 2020.

Un autre ancien haut responsable était également convaincu que Nkurunziza conserverait un pouvoir important après les élections :

« Nkurunziza s'est arrangé pour rester au-dessus de tout le monde ... même du secrétaire général du parti ... Maintenant, le président du Conseil des Sages doit être le Guide suprême. Donc Évariste ne pourra pas le diriger. Cela veut dire que pour tout ce qui se passe dans le système, le dernier mot sera pour Nkurunziza ... Nkurunziza reste l'homme fort du système. (Ndayishimiye) ne sera pas aussi libre que les gens le pensent. Il sera toujours entre les mains de Nkurunziza. Peut-être plus tard, il va découvrir qu'il a été piégé, mais ce sera difficile pour lui de s'en extraire. »<sup>63</sup>

## 5. UN PRÉSIDENT CONTRAINT OU UN TEST D'INDÉPENDANCE ?

« *Le système du CNDD-FDD est très puissant. Un individu ne peut pas le changer.* »<sup>64</sup>

Ndayishimiye sera confronté à un défi considérable s'il est élu président en mai 2020. Il héritera de la direction d'un pays où sévit la violence politique ; où l'économie est en ruine ; où un profond ressentiment s'est développé parmi certaines couches de la population ; et où le système de santé peut peiner à faire face à la propagation potentiellement dévastatrice du corona virus. Il peut posséder les qualités personnelles nécessaires pour commencer à regagner la confiance de la population, mais il devra marcher sur une dangereuse corde raide dans les hautes sphères du parti au pouvoir.

Que sa dette principale soit envers Nkurunziza ou envers les autres généraux, Ndayishimiye devra trouver un équilibre entre des intérêts puissants et concurrents, tout en veillant à ce que sa propre position reste sûre. La Constitution burundaise, révisée en 2018, accorde de larges pouvoirs au Président. « *Nous envisageons donc une période où nous aurons un président très puissant* », a déclaré une source à Bujumbura. « *Il pourrait utiliser ces larges pouvoirs pour le meilleur ou pour le pire. Si c'est la bonne personne à ce poste, cela pourrait être positif, mais sinon, nous aurons des ennuis.* »<sup>65</sup>

Dans la pratique, ce ne sont pas tant les dispositions légales que les intérêts du parti au pouvoir et de personnalités influentes qui en font partie qui sont susceptibles de dicter le comportement du nouveau président. Un ancien responsable militaire a déclaré que s'il était élu, Ndayishimiye se retrouverait dans une situation presque impossible : « *Les généraux ont pris position contre Nkurunziza pour placer Évariste comme leur candidat, mais ils sont*

---

<sup>63</sup> Entretien avec un ancien haut responsable du CNDD-FDD, 7 février 2020.

<sup>64</sup> Entretien avec une source à Bujumbura, 5 février 2020.

<sup>65</sup> Entretien avec une source à Bujumbura, 21 février 2020.

*également là pour contrôler Évariste. Ils ne le laisseront pas rester fidèle à Nkurunziza. Pourtant Évariste devra peut-être aussi devoir former des alliances avec Nkurunziza, Bunyoni et Ndakugarika. Il est pris au milieu. Il est dans une position dangereuse. »<sup>66</sup>*

La relation de Nkurunziza avec Ndayishimiye a peut-être changé depuis qu'il a été choisi comme candidat du parti à la présidentielle, mais l'impact d'un tel changement ne sera clair qu'après que Ndayishimiye soit élu président.

Un ancien responsable du CNDD-FDD a estimé que Ndayishimiye ne ferait pas bouger les choses, du moins pendant un certain temps : « *Pendant les trois premières années, Évariste sera une statue ... Il est peu probable qu'il change grand-chose au sein du système ni ne change d'individus. Au moins au départ, ce seront toujours les réseaux de Nkurunziza. Il peut sortir de sa coquille s'il y a de la pression, mais il essaiera de plaire à tout le monde. Il suit la direction du vent. »<sup>67</sup>*

Un ancien responsable du gouvernement était encore plus sceptique : « *Avec Évariste, il n'y a pas de changement. C'est la même vision politique ... Il exécutera les ordres de Nkurunziza ... Ce sont les mêmes types qui contrôlent. Évariste n'est qu'une continuation. »<sup>68</sup>*

En 2020, les souvenirs des luttes passées du CNDD-FDD – et les meurtres de milliers de Hutus sous les anciens gouvernements dominés par les Tutsis, notamment en 1972 et pendant la guerre des années 90 – agissent toujours comme un lien fort entre ceux qui ont combattu ensemble au maquis. Bien que le parti soit au pouvoir depuis près de 15 ans, la notion de lutte contre une cause commune occupe toujours une place importante. « *Il y a une sorte de solidarité négative* », a expliqué un universitaire qui a fait des recherches sur l'histoire récente du Burundi. « *Ils ont traversé la lutte ensemble, et même s'ils ne s'entendent pas, ils restent unis pour ne pas perdre ce qu'ils ont gagné. Ils partagent une expérience collective de la rébellion, qu'elle soit positive ou négative. »<sup>69</sup>*

Ndayishimiye diffère de certains des autres généraux en ce qu'il traverse le clivage entre militaires et civils. Certaines sources l'ont décrit comme « *plus politique que militaire* », d'autres « *plus militaire que politique* », tandis qu'une source a déclaré qu'il avait « *un profil hybride* ». <sup>70</sup> Bien qu'il ait occupé des postes civils pendant plusieurs années, il utilise toujours son titre militaire (Général Major) et sur son compte Twitter, il se fait appeler « *GeneralNeva* ». <sup>71</sup> En pratique, il a un pied dans chaque camp, ce qui peut lui donner un

<sup>66</sup> Entretien avec un ancien responsable militaire, 18 février 2020.

<sup>67</sup> Entretien avec un ancien responsable du CNDD-FDD, 14 février 2020.

<sup>68</sup> Entretien avec un ancien responsable du gouvernement, 14 février 2020.

<sup>69</sup> Entretien avec un universitaire, 4 mars 2020.

<sup>70</sup> Entretiens avec d'anciens responsables du CNDD-FDD, février 2020 ; entretien avec un universitaire, 4 mars 2020.

<sup>71</sup> Voir <https://twitter.com/generalneva?lang=en>.

avantage s'il devient président et lui permettre de se connecter avec les deux catégories de citoyens.

Lors d'une interview à la radio le 29 mars, Ndayishimiye a évoqué le large éventail de postes qu'il avait occupés, tout en soulignant sa capacité à se connecter avec la population du Burundi essentiellement rurale et pauvre : « *J'ai été militaire, j'ai été membre du gouvernement ... J'ai été tout ... J'ai été aussi citoyen simple. Je connais les problèmes (de la population).* »<sup>72</sup> Interrogé sur ses priorités s'il devenait président, il a souligné l'importance du développement et de l'accès de la population à l'alimentation, à l'eau, à un logement décent, à la santé et à l'éducation. Étant né dans une famille pauvre, il a assuré qu'il ne voulait pas que d'autres enfants grandissent dans la faim et la misère : « *Nous nous sommes côtoyés et nous avons connu les mêmes malheurs ... Je peux me comparer à un poisson dans l'eau. Le peuple, c'est l'eau et moi je nage. Si l'eau tarit, le poisson meurt.* »<sup>73</sup>

La volonté de Ndayishimiye d'introduire des réformes importantes dans des domaines plus sensibles tels que les libertés civiles pourrait dépendre en partie de son entourage. Certaines sources interrogées par l'IDHB pensaient que s'il choisit bien ses conseillers, il pourrait progressivement orienter le pays dans une direction positive. D'autres, soulignant le fait que Ndayishimiye est un catholique pratiquant (la religion majoritaire au Burundi), ont estimé que ses liens avec les chefs religieux pourraient avoir une influence positive, malgré des tensions récentes entre le CNDD-FDD et l'Église catholique.<sup>74</sup>

En tant que leader apparemment disposé à engager le dialogue, Ndayishimiye pourrait également se montrer réceptif aux conseils de gouvernements et d'acteurs régionaux. Il maintient notamment de bonnes relations avec le gouvernement et le parti au pouvoir tanzaniens, qui entretiennent des liens historiques solides avec le CNDD-FDD. Indiquant que le CNDD-FDD cherchait à projeter une image positive des élections de 2020, Ndayishimiye a demandé à l'Union africaine d'envoyer une mission d'observation électorale au Burundi, lors d'une visite à Addis-Abeba fin 2019.<sup>75</sup> Cependant, certaines personnes ont souligné le fait qu'il n'était pas connu pour son langage diplomatique. « *Le défaut de Neva, c'est qu'il n'est pas diplomate* », a déclaré un habitant de Gitega, la province d'origine de Ndayishimiye. « *C'est quelqu'un qui dit ce qu'il ne faut pas dire* », a ajouté un autre habitant. « *Il ne parle pas doucement. C'est comme s'il ne pense pas à ce qu'il dit.* »<sup>76</sup>

---

<sup>72</sup> Interview avec Ndayishimiye en français sur Radio Isanganiro, <https://www.youtube.com/watch?v=cNSZP17NHTE>, 29 mars 2020.

<sup>73</sup> Interview avec Ndayishimiye en kirundi sur Radio Isanganiro, <https://www.youtube.com/watch?v=cNSZP17NHTE&t=2593s>, 29 mars 2020.

<sup>74</sup> SOS Médias Burundi, « Burundi : le parti au pouvoir accuse les évêques catholiques de semer la haine », <https://www.sosmediasburundi.org/2019/09/22/burundi-le-parti-au-pouvoir-accuse-les-eveques-catholiques-de-semer-la-haine/>, 22 septembre 2019.

<sup>75</sup> Début avril 2020, il semblait peu probable que l'Union africaine enverrait une équipe d'observation des élections au Burundi.

<sup>76</sup> Entretiens avec des habitants de Gitega, mars 2020.

Un test concernant son engagement à introduire des changements positifs sera sa volonté de se débarrasser des individus puissants qui ont commis des crimes graves, notamment Gervais Ndirakobuca alias Ndakugarika, l'actuel chef du service de renseignement. Ndakugarika, qui a été cité dans de nombreux cas de violations des droits humains, fait l'objet de sanctions ciblées de l'Union européenne et des États-Unis depuis 2015.<sup>77</sup> « *C'est une machine, une guillotine* », a déclaré un ancien responsable du CNDD-FDD. « *Nkurunziza n'a pas honte de le mettre à la tête du service national de renseignement. Il s'affiche et il l'affiche.* »<sup>78</sup>

Un ancien responsable du CNDD-FDD a déclaré que si Ndayishimiye ne se débarrasse pas de Ndakugarika et d'autres, « *rien ne va changer dans la façon de gouverner. Cela demanderait beaucoup de courage. (Mais) la pression internationale pourrait aider. S'il y a beaucoup de pression, il ne pourra pas tenir. Il est sensible à la pression internationale. Je le connais.* »<sup>79</sup>

Une autre source a exprimé un point de vue similaire : « *S'il veut vraiment changer le pays, il sera obligé de se défaire des gens comme Bunyoni et Ndakugarika ... Il devrait chercher d'autres personnes d'une nouvelle génération avec les mains plus propres ... Si Évariste limoge Ndakugarika, ce sera le premier signe.* »<sup>80</sup>

Une autre question est de savoir comment Ndayishimiye réagirait si la Cour pénale internationale (CPI), qui enquête sur les crimes commis au Burundi entre le 26 avril 2015 et le 26 octobre 2017, émet des mandats d'arrêt à l'encontre de personnes soupçonnées d'avoir participé à de tels crimes. Dans des déclarations publiques, Ndayishimiye s'est fermement opposé à la notion de justice internationale, reflétant la position de son gouvernement ; le Burundi a été le premier pays à se retirer de la CPI. Il a déclaré lors d'un discours en 2018 : « *Aucun Burundais ne sera condamné par des juridictions étrangères. Un Burundais qui a commis une infraction ... sera puni et puisque la justice burundaise est capable, on ne l'enverra pas pour être jugé dans d'autres pays.* »<sup>81</sup> Cependant, sa position actuelle sur la question n'est pas claire.

---

<sup>77</sup> Règlement (UE) 2015/1755 du Conseil du 1er octobre 2015 concernant des mesures restrictives en raison de la situation au Burundi, <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A32015R1755&from=EN&lang3=choose&lang2=choose&lang1=FR>, 2 octobre 2019, et Département du Trésor américain, « Treasury sanctions four Burundian individuals : action targets individuals fueling the recent violence in Burundi », <https://www.treasury.gov/press-center/press-releases/Pages/j10310.aspx>, 18 décembre 2015.

<sup>78</sup> Entretien avec un ancien responsable du CNDD-FDD, 14 février 2020.

<sup>79</sup> Entretien avec un ancien responsable du CNDD-FDD, 7 février 2020.

<sup>80</sup> Entretien avec un responsable du gouvernement, 17 février 2020.

<sup>81</sup> Traduction du kirundi d'extraits du discours de Ndayishimiye à Bujumbura pour la campagne en faveur de changements à la Constitution, 14 mai 2018.



Si la CPI inculpait un ou plusieurs hauts responsables de la structure du pouvoir du CNDD-FDD, Ndayishimiye serait confronté à un dilemme : protégerait-il ses anciens collègues du champ de bataille contre les poursuites ou saisirait-il l'occasion de remettre à la CPI ceux dont la présence freine les réformes et limite son champ d'action ?

De même, il pourrait tenter de persuader l'Union européenne et les États-Unis de lever les sanctions individuelles contre certains des alliés de Nkurunziza ou se contenter de laisser les sanctions en place comme un levier possible sur ces individus.

Un ancien responsable du CNDD-FDD a prédit que Ndayishimiye resserrerait les rangs et refuserait de remettre ses collègues à la CPI : « *L'équipe des généraux, c'est Nkurunziza et les autres généraux ensemble ... Évariste ne peut pas passer à côté. Il restera solidaire, même si la CPI essaie de mettre les mains sur les grands criminels.* »<sup>82</sup> Un autre ancien responsable du CNDD-FDD estimait que les généraux avaient délibérément choisi une figure de proue plus acceptable, « *quelqu'un de plus propre pour les protéger aux yeux de la communauté internationale.* »<sup>83</sup>

Un autre test clé sera la capacité de Ndayishimiye à maîtriser les *Imbonerakure* – qui sont actuellement le principal outil du CNDD-FDD pour écraser ses adversaires – ainsi qu'à tenir ses promesses répétées de mettre fin à l'impunité.

Des habitants de la province natale de Ndayishimiye, Gitega, avaient des opinions partagées sur ce qu'ils pouvaient attendre de lui en tant qu'éventuel futur président. Une femme a décrit ses espoirs ainsi : « *Le premier changement que nous pouvons attendre ... (et qu'il) empêche les Imbonerakure de continuer à travailler comme la police ... rétablir la diplomatie avec d'autres pays, surtout africains, (et) améliorer les relations avec l'Église catholique ... Ce serait mieux que Neva ne suive pas Nkurunziza ... Sa qualité peut-être, c'est qu'il s'agit d'une nouvelle figure (donc) il pourrait changer certaines choses.* »<sup>84</sup>

Un autre habitant était plus sceptique : « *Nous n'avons pas vraiment confiance en lui parce qu'il vient de mettre son pied dans celui de son grand frère (Nkurunziza). Que pourra-t-il faire qui puisse nous satisfaire ?* »<sup>85</sup> Un autre homme a ajouté : « *Tout ce qui s'est passé dans ce pays, que ce soient les tueries ou les vols, Neva ne s'est jamais levé pour les dénoncer. Ce qui peut le différencier un peu, c'est que Neva n'est pas cité dans des dossiers de vol et de tuerie ... ce qui signifie qu'il peut changer une petite chose (mais) non une grande.* »<sup>86</sup>

---

<sup>82</sup> Entretien avec un ancien responsable du CNDD-FDD, 7 février 2020.

<sup>83</sup> Entretien avec un ancien responsable du CNDD-FDD, 29 mars 2020.

<sup>84</sup> Entretien avec une habitante de Gitega, 13 mars 2020.

<sup>85</sup> Entretien avec un habitant de Gitega, 12 mars 2020.

<sup>86</sup> Entretien avec un habitant de Gitega, 12 mars 2020.

## Un manque de détermination ?

Un ancien responsable du CNDD-FDD qui connaissait bien Ndayishimiye jusqu'en 2015 a rappelé certains de ses traits de personnalité : « *Je savais qu'Évariste avait une faiblesse principale et une qualité principale. Sa faiblesse, c'est qu'il a peur ... Il a peur d'affronter, même dans le contexte militaire. Il est aussi peureux dans la vie en général ... Sa qualité, c'est que dans sa peur, il avait peur de tuer (en tant que combattant rebelle).* »<sup>87</sup>

Plusieurs autres sources ont déclaré que Ndayishimiye n'avait pas le courage de faire des choix controversés ou impopulaires. « *Ce n'est pas une personne qui a la force de décision ... Quand il se trouve dans une situation difficile ... il s'efface* », a déclaré un ancien collègue.<sup>88</sup> « *Il est peureux. Il ne peut pas tenir si une situation tourne mal* », a ajouté un autre.<sup>89</sup> Un troisième ancien collègue est allé plus loin, citant des exemples de situations difficiles dans le passé dans lesquelles Ndayishimiye avait été incapable de faire face, cédant la place aux émotions, fuyant les situations ou refusant la responsabilité : « *S'il n'aime pas ce qui se passe, il l'évitera au lieu d'intervenir.* »<sup>90</sup>

Une source qui avait travaillé en étroite collaboration avec Ndayishimiye a déclaré que lorsque celui-ci était ministre de l'Intérieur et de la Sécurité publique, il avait parfois défié Nshimirimana, le chef du service de renseignement de l'époque, ainsi que Bunyoni, alors chef de la police nationale, mais avec apparemment peu d'effet. Les causes de contestation comprenaient de graves violations des droits humains commises par le policier Désiré Uwamahoro.<sup>91</sup> Un ancien collègue a déclaré que Ndayishimiye avait écrit à Bunyoni pour lui demander de prendre des mesures contre Uwamahoro, mais que rien n'avait été fait.<sup>92</sup>

Quelles que soient leurs opinions sur les forces et les faiblesses de Ndayishimiye, toutes les personnes interrogées étaient unanimes sur un point : son passé étant inextricablement lié au CNDD-FDD, Ndayishimiye aurait du mal à se libérer de ceux à qui il doit son ascension dans le parti.

« *Évariste en tant qu'Évariste, il est de bonne foi, mais quand il va travailler avec les autres, sa bonne foi sera noyée* », a déclaré un ancien responsable du CNDD-FDD. « *Il donne*

---

<sup>87</sup> Entretien avec un ancien responsable du CNDD-FDD, 14 février 2020.

<sup>88</sup> Entretien avec un ancien responsable du CNDD-FDD, 2 février 2020.

<sup>89</sup> Entretien avec un ancien responsable du CNDD-FDD, 7 février 2020.

<sup>90</sup> Entretien avec un ancien responsable du CNDD-FDD, 14 février 2020.

<sup>91</sup> Uwamahoro a été cité en lien avec des violations des droits humains au Burundi depuis plusieurs années. Voir, par exemple, Human Rights Watch, « Des portes qui se ferment ? Réduction de l'espace démocratique au Burundi », <https://www.hrw.org/fr/report/2010/11/23/des-portes-qui-se-ferment/reduction-de-lespace-democratique-au-burundi>, 23 novembre 2010, et « 'Ils me tabassaient tous les matins' : exactions de la police au Burundi », <https://www.hrw.org/fr/report/2008/04/30/ils-me-tabassaient-tous-les-matins/exactions-de-la-police-au-burundi>, 30 avril 2008.

<sup>92</sup> Entretien avec un ancien agent du gouvernement, 17 février 2020.

*l'impression d'être quelqu'un de bien qui veut changer les choses. Il est ouvert, il note, il prend conseil, mais il ne peut rien mettre en application seul. »<sup>93</sup>*

Un ancien haut responsable du CNDD-FDD a déclaré que Ndayishimiye se sentait le plus à l'aise lorsqu'il était dans un groupe, qu'il aimait travailler avec les gens mais n'était pas un dirigeant naturel – soulevant des questions quant à la façon dont il pourrait se comporter en tant que futur chef d'État : « *Il n'a jamais été un chef... Il ne peut pas diriger, mais il est prêt à suivre un chef qui lui fait confiance. Il ne prend pas lui-même des initiatives pour changer la situation. Il aime baigner dans un courant. »<sup>94</sup>*

## 6. UNE VICTOIRE ÉLECTORALE POUR LE CNDD-FDD : UN FAIT ACCOMPLI ?

*« Il est difficile d'imaginer que le prochain président ne soit pas du CNDD-FDD. »<sup>95</sup>*

Compte tenu des tendances des deux dernières élections, que le CNDD-FDD a remportées confortablement en 2010 et 2015, de nombreux Burundais supposent qu'une autre victoire du CNDD-FDD en 2020 est certaine – une croyance renforcée par la répression de l'opposition politique et les restrictions strictes à la liberté d'expression ainsi qu'aux médias. Au moment de la rédaction du présent rapport, quatre journalistes du journal indépendant Iwacu sont toujours en prison et purgent une peine de deux ans et demi pour « *tentative impossible de complicité d'atteinte à la sûreté intérieure de l'État* », après avoir tenté de faire un reportage sur des affrontements armés à Bubanza en octobre 2019.<sup>96</sup> De nombreux membres et sympathisants des partis d'opposition se trouvent également en détention.

À la suite de sa sélection comme candidat du CNDD-FDD à la présidentielle, Ndayishimiye s'est rendu dans plusieurs provinces en février 2020, dans un déploiement de publicité. De grandes foules l'ont accueilli et il a reçu de généreux cadeaux, notamment des dizaines de vaches et des paniers de nourriture, dans des scènes rappelant la visite d'un chef de l'État plutôt que d'un candidat d'un parti. À Rumonge, des commerces, des magasins, des marchés et des écoles ont été contraints de fermer afin que les habitants puissent aller saluer le candidat à la présidentielle.<sup>97</sup>

À Makamba, des autorités locales ont ordonné aux habitants de verser des sommes substantielles afin d'offrir des cadeaux à Ndayishimiye, qu'ils soient membres du CNDD-

---

<sup>93</sup> Entretien avec un ancien responsable du CNDD-FDD, 7 février 2020.

<sup>94</sup> Entretien avec un ancien responsable du CNDD-FDD, 29 mars 2020.

<sup>95</sup> Entretien avec un habitant de Bujumbura, 21 février 2020.

<sup>96</sup> Jugement rendu par le tribunal de grande instance de Bubanza, 30 janvier 2020.

<sup>97</sup> SOS Médias Burundi, « Élections 2020 : La visite du candidat présidentiel du CNDD-FDD paralyse les activités à Rumonge », <https://www.sosmediasburundi.org/2020/02/28/elections-2020-la-visite-du-candidat-presidentiel-du-cndd-fdd-paralyse-les-activites-a-rumonge/>, 28 février 2020.

FDD ou non. Les fonctionnaires devaient payer entre 20 000 et 30 000 francs burundais (environ 10 à 15 dollars US) ; les montants demandés aux entreprises locales et aux autres habitants variaient. Les autorités locales ont déclaré aux habitants que la province de Makamba devait collecter autant que possible pour surpasser les dons réunis dans la province voisine de Bururi. Certains habitants ont admis en privé qu'ils avaient contribué seulement afin d'éviter des problèmes avec les autorités plus tard.<sup>98</sup>

Mais même si les membres du CNDD-FDD peuvent se comporter comme si leur victoire était assurée, le CNL est devenu un concurrent de plus en plus fort. Malgré des abus fréquents et graves contre ses membres, ainsi que le passé violent de son chef, Agathon Rwaswa,<sup>99</sup> le CNL continue d'attirer un soutien important de la base, en particulier parmi la population rurale majoritairement hutue. Même certains Tutsis ont commencé à soutenir le CNL, en grande partie à cause de la faiblesse des autres partis d'opposition. « *C'est par manque de choix* », a expliqué un ancien responsable militaire. « *C'est comme cela que Rwaswa s'est rendu crédible. Pourtant, il a plus de sang sur les mains que le CNDD-FDD.* »<sup>100</sup> Ces derniers mois, Rwaswa a déclaré à plusieurs reprises que le CNL n'était pas un parti violent. Il a affirmé lors d'une interview accordée aux médias en mars 2020 : « *L'opposition, ce n'est pas la violence ... Nous voulons le changement, mais nous voulons le changement politique, pas le changement violent.* »<sup>101</sup>

Un habitant de Bujumbura a déclaré que de nombreux citoyens burundais étaient épuisés par la situation des cinq dernières années :

« Les gens sont fatigués ... ils sont fatigués de la pauvreté, du chômage, de l'état du secteur de la santé. Il y a un désespoir général. Cela pousse de nombreuses personnes à suivre Rwaswa, malgré le fait que Rwaswa n'a pas expliqué comment il va améliorer la situation s'il est élu ... Les gens ont été tellement pris à la gorge qu'ils se tournent vers tout ce qu'ils pensent être différent ... Ils voudront voter contre le gouvernement actuel plutôt que de voter proactivement pour le CNL ... Ils préféreraient avoir quelqu'un de pas vraiment propre mais une alternative claire au CNDD-FDD plutôt que quelqu'un de plus propre mais pris au piège dans le système, comme Évariste. »<sup>102</sup>

<sup>98</sup> Entretien avec des habitants de Makamba, février 2020.

<sup>99</sup> Rwaswa a joué un rôle de premier plan dans le PALIPEHUTU-FNL depuis sa création et a dirigé le groupe depuis 2001. Les FNL ont commis de nombreux abus graves des droits humains, notamment des meurtres de civils, alors que Rwaswa était à leur tête. L'un des cas les plus graves était le massacre de plus de 150 réfugiés congolais à Gatumba, dans l'ouest du Burundi, en 2004. Voir « Rapport conjoint de la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo, de l'Opération des Nations Unies au Burundi et du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme sur le massacre de Gatumba », <https://undocs.org/fr/S/2004/821>, 5 octobre 2004.

<sup>100</sup> Entretien avec un ancien responsable militaire, 18 février 2020.

<sup>101</sup> Deutsche Welle, « 'Le Burundi n'a plus besoin de rébellion' (Agathon Rwaswa) », <https://www.dw.com/fr/le-burundi-na-plus-besoin-de-r%C3%A9bellion-agathon-rwaswa/av-52819101>, 18 mars 2020.

<sup>102</sup> Entretien avec un habitant de Bujumbura, 21 février 2020.

Le résultat est que le CNL constitue – ou constituerait – un défi majeur pour le CNDD-FDD, si les élections de 2020 se déroulaient librement et équitablement. Un certain nombre d'autres partis ont également annoncé leur intention de participer et fin mars, sept candidatures sur dix aux élections présidentielles avaient été acceptées. Cependant, de nombreux Burundais mettent en doute l'indépendance de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) par rapport au parti au pouvoir. Le CNL a déjà dénoncé ce qu'il perçoit comme de la partialité dans la préparation des élections par la CENI.<sup>103</sup> Fin mars 2020, une liste de candidats du CNL aux élections locales a été divulguée et distribuée dans un groupe WhatsApp de membres du CNDD-FDD. Dans la province de Bujumbura, un responsable du CNDD-FDD a dit à des *Imbonerakure* de surveiller les candidats locaux du CNL qui figuraient sur la liste.<sup>104</sup>

Au moment de la rédaction du présent rapport, il semble peu probable que des organisations nationales ou internationales indépendantes obtiendront le plein accès pour observer les élections. Début avril 2020, seule la Communauté de l'Afrique de l'Est avait annoncé qu'elle enverrait des observateurs au Burundi.

Malgré ces conditions, les dirigeants du CNL, confiants en leur succès, ont donné pour instructions à leurs membres de veiller à ce que leur victoire électorale anticipée ne soit pas « volée » et de maintenir une présence constante dans chaque bureau de vote, ainsi qu'à chaque étape du processus de dépouillement. Le 27 février, Rwasa a averti que le CNL n'accepterait pas le résultat d'une élection truquée. Selon certains médias, il a affirmé : « *On ne respectera le verdict des urnes que si ces élections sont bien organisées dans la transparence, mais nous n'accepterons jamais des élections qui sont truquées. Il faut que tout le monde le sache.* »<sup>105</sup> Dans un extrait de son discours diffusé à la télévision nationale, il était moins explicite : « *Notre réaction par rapport au déroulement du scrutin dépendra de ce qui prévaudra lors de ce scrutin même* », a-t-il déclaré.<sup>106</sup>

Si Rwasa juge les résultats des élections injustes ou truqués, il pourrait ordonner aux membres du CNL de s'y opposer violemment, ce qui pourrait conduire à des affrontements avec les *Imbonerakure* et les membres des forces de sécurité. Cela pourrait représenter pour Ndayishimiye son premier test : laisserait-il la violence se produire ou essaierait-il de trouver un compromis avec Rwasa ?

Quoi qu'il arrive, de nombreux observateurs s'accordent à dire que les dirigeants du CNDD-FDD n'accepteront pas la perspective de perdre les élections, surtout face à Rwasa, leur

---

<sup>103</sup> Déclaration n°5 du Parti CNL sur le processus électoral en cours : gestion et irrégularités, 28 mars 2020.

<sup>104</sup> Entretien avec un membre du CNDD-FDD dans la province de Bujumbura, 31 mars 2020.

<sup>105</sup> SOS Médias Burundi, « Élections 2020 : Agathon Rwasa crie à la diabolisation de son parti », <https://www.sosmediasburundi.org/2020/02/27/elections-2020-agathon-rwasa-crie-a-la-diabolisation-de-son-parti/>, 27 février 2020.

<sup>106</sup> Radio télévision nationale du Burundi (RTNB), « Agathon Rwasa dépose sa candidature à la CENI », <http://www.rtnb.bi/fr/art.php?idapi=4/0/187>, 27 février 2020.

ennemi juré, et feront ce qu'il faut pour s'assurer que leur parti obtienne la majorité dans les résultats finaux. « *Évariste deviendra probablement le prochain président, qu'il remporte ou non les élections* », a affirmé un habitant de Bujumbura. « *Il est difficile d'imaginer que le prochain président ne soit pas du CNDD-FDD.* » <sup>107</sup>

---

<sup>107</sup> Entretien avec un habitant de Bujumbura, 21 février 2020.